

# Présidentielle 2022 Appels contre l'extrême droite

Le 10 avril, les trois candidats Marine Le Pen, Éric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan ont rassemblé 33 % des suffrages exprimés. Cette fois-ci, le danger est réel pour le second tour.

## Il faut tout faire pour la battre, et la battre le plus largement possible !

### LA PRÉSIDENTIE COLLÉGIALE DU MRAP

Lors de son congrès fin novembre 2021, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) dénonçait déjà la progression sans précédent des idées d'extrême droite et la montée de la violence qu'elles engendrent. Pas une semaine sans une agression contre un militant, un élu, un local. Pas une semaine sans des blessés, sans des inscriptions racistes, anti-arabes ou antisémites, sans vandalisme d'un carré juif ou musulman dans un cimetière. Le Mrap a dénoncé les menaces contre la démocratie et appelé à une mobilisation.

Le Mrap n'est pas le seul. De nombreuses initiatives voient le jour, des manifestations sont organisées.

Malgré tout, ce que le Mrap craignait, avec d'autres, s'est réalisé. Avec ses 23,15 % et les presque 10 % des autres candidats d'extrême droite ou de la droite extrême, la candidate du FN-RN est cette fois-ci aux portes du pouvoir, au coude-à-coude avec Emmanuel Macron, avec de réels risques de l'emporter.

Déjà Éric Zemmour et tous ceux qui l'ont suivi à l'extrême-extrême droite, telle Marion Maréchal, se rassemblent derrière Marine Le Pen.

Une partie des électeurs de la droite traditionnelle pourrait par ailleurs être tentée par le vote « Front national ». Une partie des opposants « de gauche » se posent des questions tant ils subissent les interdictions de manifester, les lois antisociales, les matraquages... et envisagent de s'abstenir.

Pour autant, le Mrap, qui s'est opposé aux mesures liberticides adoptées au cours du dernier quinquennat, qui a combattu les obstacles faits aux personnes étrangères ou migrantes désireuses de

régulariser leur situation, qui a mesuré les difficultés faites aux associations qui les défendent, ne peut se tromper de bataille. On ne combat pas un danger en laissant advenir un danger encore plus grand !

Le Mrap, qui combat l'extrême droite et ses idées racistes, xénophobes, homophobes, sexistes, quels qu'en soient les porteurs, ne peut se résoudre à voir la candidate du FN-RN accéder à la présidence de notre pays. Le Mrap sait ce qu'il en coûte de jouer avec la politique du pire, et rappelle que même Hitler est arrivé au pouvoir par la voie

légitime de l'élection.

Le Mrap lance un cri d'alarme : il faut tout faire pour battre l'extrême droite, et la battre le plus largement possible !

De nombreuses initiatives vont avoir lieu samedi ou dimanche prochain. Le Mrap, ses comités locaux seront présents dans les mobilisations contre le FN-RN.

Nous ne l'oublions pas :

« *Il est encore fécond le ventre d'où a surgi la bête immonde.* » Mais il est encore temps : il faut utiliser son bulletin de vote pour lui faire barrage, pas une voix ne doit aller à la candidate d'extrême droite, pas une voix ne doit manquer pour la battre !

Le Mrap en appelle à tous. Dans ce contexte, pour ce second tour, le bulletin de vote est notre arme contre l'extrême droite ! ■

Signataires : Kaltoum Gachi, Jean-François Quantin et François Sauterey, coprésident-es du Mrap



ALBERT FACELLY POUR L'HUMANITÉ

## Le refus d'une France en dehors de la République

### JOSÉPHINE DELPEYRAT OBSERVATOIRE DE L'EXTRÊME DROITE

À l'aube d'un second tour qui opposera Emmanuel Macron et Marine Le Pen, il nous est nécessaire d'entendre l'évolution du vote d'extrême droite. Un vote « rouleau compresseur » qui a gagné des millions d'électeurs et électrices à travers toute la France en cinq ans, un vote à deux visages entre celui qui a mis Marine Le Pen en tête de plus de 20 000 communes en France et celui plus bourgeois et identitaire d'Éric Zemmour, dont les scores des beaux quartiers parisiens révèlent les aspirations décomplexées de la France de *Valeurs actuelles*. Trois blocs émergent et emmènent sous la barre des 5 % LR et le PS. Le bloc néolibéral – celui du camp des grandes agglomérations, des CSP+ et des retraités –, le bloc d'extrême droite – qui a agrégé à la fois un vote rural, un vote des classes ouvrières et un électoral de CSP+ issu de la droite ultraconservatrice qui s'est tournée vers Éric Zemmour, rongéant l'électorat de Marine Le Pen dans ses bastions du Sud-Est.

On note un troisième bloc, un vote jeune et populaire, d'aspiration à la justice sociale et à l'écologie incarné notamment par le vote pour Jean-Luc Mélenchon. Depuis deux ans à l'Observatoire, nous alertons sur la confusion permanente des genres : l'hégémonie de Bolloré sur les médias et son agenda politique en faveur de la banalisation du vote pour Le Pen. Cette dernière a habilement tempéré l'axe xénophobe et libéral de son programme, discours qu'elle a laissé à Zemmour, pour se parer d'un vernis social. Le discours politique et médiatique a imposé au calendrier une série d'attaques constantes contre les

musulman-es et les personnes racisées, un « backlash » antiféministe et anti-« wokiste » incarné par des figures comme Zemmour, Darmanin, Praud et un mépris affiché pour l'écologie et la justice sociale confortant l'apparition de ces trois blocs. Allant jusqu'à créer une musique nouvelle à l'approche du 10 avril : une volonté

pour une partie de l'électorat de faire barrage dès le premier tour. L'échec de ce vote barrage est très brutal pour certains électeurs. Si la majorité des candidats disqualifiés a appelé à voter contre Le Pen, à l'exception évidente de Zemmour, son agent utile, nous avons deux semaines

pour convaincre de la différence fondamentale qui l'oppose à Macron : mettre l'extrême droite au pouvoir, c'est mettre la France en dehors de la République.

Malgré la brutalité du quinquennat Macron, qui a contribué au renforcement du vote d'extrême droite, je ferai un rappel indispensable de ce qui nous attend en tant que nation si Marine Le Pen arrive au pouvoir : la fin de l'État de droit et l'instauration de la « priorité nationale », clé de voûte de son projet qui instaurera une discrimination légitime entre « nationaux » et « étrangers », une mise à mal profonde de la laïcité avec une intervention de l'État dans le culte musulman, un recul annoncé de nos acquis en matière de luttes féministe, antiraciste et contre les LGBTIphobies. Le Pen au pouvoir, c'est l'apparition d'un État sécuritaire et une réduction des contre-pouvoirs inspirée du système démocratique hongrois, qui cache la dictature Orban.

Le 24 avril, ne nous trompons pas. N'oublions jamais qu'il vaudra mieux faire face au régime ultralibéral de Macron que de risquer l'arrivée au pouvoir d'une extrême droite, qui fera tout pour ne jamais rendre les clés de notre République. ■

